

## **A moins de 10 jours de Hong-Kong, les agriculteurs s'insurgent contre les importations**

**Sud Quotidien (Dakar)**

**7 Décembre 2005**

Publié sur le web le 7 Décembre 2005

Nafissatou Sylla (stagiaire)

Les solutions qui peuvent découler de la conférence ministérielle sur les négociations commerciales sont l'une des préoccupations majeures des agriculteurs. Dans ce cadre, un dialogue interactif entre les producteurs, Ong et ministère du commerce s'est tenu à Thiès ce lundi 05 décembre 2005. Il visait à renforcer la position du monde rural et à apporter de l'eau au moulin de la délégation officielle du Sénégal.

Exposer leurs soucis par rapport au commerce non équitable n'est pas nouveau pour les paysans sénégalais. À l'occasion de la rencontre qui s'est tenue ce lundi à Thiès, sur une initiative des Ong Oxfam international en partenariat avec la Fongs, le Roppa, Enda et le Radi, entre autres, les producteurs et les institutionnels ont pris la pleine mesure des enjeux de la prochaine conférence ministérielle de l'Omc qui va se tenir à Hong-kong.

Dans le cadre du forum national qui a mobilisé les producteurs chez eux, dans la région de Thiès, M. Nadjirou Sall, secrétaire général de la Fongs qui œuvre pour la fondation de l'économie rurale sénégalaise, soutient que « la condition paysanne s'est détériorée et que le paysan sénégalais agit dans des zones agro-écologiques largement perturbées et dans tous les types d'économie fortement influencées par des politiques économiques non maîtrisables ».

Dans le même cadre, M. Babacar Diop riziculteur, a dénoncé « la concurrence déloyale qui existe entre le riz importé et le riz local qui a une qualité remarquable ». M. Diop soutient que « le Sénégal doit au moins réguler l'importation du riz ».

Pour sa part, Mme Hélène Diouf, membre d'une organisation de femmes transformatrices de produits agricoles et œuvrant pour le « consommer local », suggère « la limitation des importations, la vulgarisation et l'insertion des produits locaux dans le marché local et mondial ».

La filière élevage quant à elle, par la voix de M. Sow, un éleveur, axe sa position sur « l'importation des produits de charcuterie et du lait importé qui accuse souvent un caractère malsain au détriment du lait caillé ». Pour lui, « ce phénomène favorise une régression des valeurs culturelles avec le délaissement du lait caillé ». La Fédération Nationale des Producteurs de Coton (Fnpc) du Sénégal, comme à l'accoutumé, met en exergue « les effets catastrophiques des subventions américaines et européennes sur les économies des pays africains producteurs de coton ». D'après M. Ndila Baldé, 1er vice Pr. Du Fnpc, « les statistiques montrent que plus de 10 000 000 de cotonculteurs africains croupissent dans la misère à cause de ces subventions ». Les acteurs de la filière arachidière, dans leur plaidoyer, ont interpellé le gouvernement quant à la situation des semis.

Pour apporter des réponses viables aux menaces qui pèsent sur le monde rural, les Ong ont largement ouvert le débat. Dans cette perspective, Oxfam international est revenu sur le « dumping, les problèmes d'accès aux marchés des Pma, des règles d'origine excessivement complexes et des barrières non-tarifaires ». Dans cette démarche de concertation, Mouhamet Lamine Ndiaye de Oxfam ajoute qu'il « est impératif que les Etats, la société civile

et les organisations paysannes unissent leurs efforts pour sauvegarder les moyens d'existence des populations africaines ». dans ce même contexte, Oxfam rejette « le cycle de développement ».

Quant au Ministre du Commerce, il a affirmé qu'il « regrette le retard de l'organisation de cette rencontre qui est très importante car à Hong Kong, où il s'agira de se battre pour mieux commercialiser et valoriser la production africaine ».